



Agence internationale de l'énergie atomique  
**CIRCULAIRE D'INFORMATION**

**INF**

INFCIRC/472  
9 mai 1995

Distr. GENERALE  
FRANÇAIS  
Original : ESPAGNOL

**COMMUNICATION EN DATE DU 27 MARS 1995 REÇUE DE LA MISSION  
PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DE CUBA AUPRES DE L'AGENCE  
INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE**

1. Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique a reçu de la mission permanente de la République de Cuba une lettre en date du 27 mars 1995 informant l'Agence que le Gouvernement de la République de Cuba avait signé le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) le 25 mars 1995.
2. Conformément à la demande formulée dans cette lettre, le texte de la déclaration diffusée par le Gouvernement de la République de Cuba et celui de la déclaration faite par le Ministre des relations extérieures de Cuba à cette occasion sont reproduits ci-joints.

**TEXTE DE LA LETTRE DU 27 MARS 1995 REÇUE  
DE LA MISSION PERMANENTE DE CUBA**

**Monsieur le Directeur général,**

**J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République de Cuba a signé le 25 mars 1995, à La Havane, le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco).**

**J'ai le plaisir de vous faire parvenir ci-joint la déclaration diffusée par le Gouvernement de la République de Cuba lors de la cérémonie de signature ainsi que la déclaration faite par notre Ministre des relations extérieures, M. Roberto Robaina, à cette occasion.**

**Je vous demanderais de bien vouloir porter ces déclarations à la connaissance de tous les Etats Membres.**

**Vienne, 27 mars 1995**

**LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES  
DE LA REPUBLIQUE DE CUBA**

En signant le *Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes*, je tiens, au nom du Gouvernement de la République de Cuba, à faire la déclaration suivante :

Déclaration

"Le Gouvernement de la République de Cuba déclare que les obstacles qui ont jusqu'ici empêché la République de Cuba de devenir pleinement partie au *Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes* subsistent et continuent de compromettre gravement la sécurité de Cuba. La seule puissance nucléaire dans cette partie du monde, à savoir les Etats-Unis d'Amérique, conserve une politique hostile à l'égard de Cuba; elle accentue son blocus économique, commercial et financier, renforce sa campagne contre le pays et poursuit, par la force et contre la volonté de notre peuple, l'occupation illégale d'une partie du territoire national, par laquelle transitent même des navires emportant des armes nucléaires, problème dont la solution devra à l'avenir être considérée comme une condition pour que notre pays demeure dans le cadre du *Traité*."

FAITE au Ministère des relations extérieures, à La Havane, le 25 mars 1995.

**DECLARATION DU MINISTRE ROBAINA A LA CEREMONIE  
DE SIGNATURE DU TRAITE DE TLATELOLCO**

**Monsieur le Ministre des relations extérieures du Mexique,**

**Mesdames et Messieurs les membres de la délégation mexicaine,**

**Chers invités et chers compatriotes,**

**Cuba démontre à nouveau au monde entier qu'elle est fidèle à ses engagements. A cette occasion, le Gouvernement cubain, en signant le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, connu aussi sous le nom de "Traité de Tlatelolco", honore l'engagement pris par le Président Fidel Castro Ruz lors du premier Sommet ibéro-américain de Guadalajara.**

**Cette démarche doit être considérée comme une nouvelle preuve du désir de notre pays de s'intégrer pleinement dans la communauté latino-américaine et caraïbe et comme la confirmation de notre confiance dans l'avenir de cette Amérique latine unie que nos peuples endurents réclament aujourd'hui plus que jamais.**

**Malgré de graves dangers et les sacrifices majeurs qui ont été nécessaires, cet acte constitue aussi la réaffirmation par le Gouvernement cubain du caractère véritablement pacifique de son programme nucléaire. Nous réaffirmons cependant en toute responsabilité que les obstacles qui nous ont empêchés jusqu'ici de devenir pleinement partie au Traité subsistent et continuent de compromettre gravement la sécurité de notre pays.**

**La seule puissance nucléaire dans cette partie du monde, à savoir les Etats-Unis d'Amérique, poursuit une politique hostile à l'égard de Cuba, qui comporte une accentuation du blocus économique, commercial et financier, un renforcement de sa campagne contre notre pays et la poursuite par la force et contre la volonté de notre peuple de l'occupation illégale d'une partie du territoire national, par laquelle transitent même des navires emportant des armes nucléaires, problème dont la solution devra à l'avenir être considérée comme une condition pour que notre pays demeure dans le cadre du Traité.**

**Nous ne parlons pas ici des dangers qui menacent seulement Cuba, car en fait les tensions provoquées par l'escalade agressive et le siège mis par les Etats-Unis constituent des risques susceptibles de conduire à une explosion pour le reste du continent qui ne peut pas se sentir en sécurité devant l'impunité d'une puissance voisine qui méconnaît le droit international et les résolutions de l'Organisation des Nations Unies dans la poursuite d'objectifs manifestement hégémoniques et géopolitiques dénués plus que jamais de fondement maintenant que la confrontation bipolaire et la guerre froide ont pris fin dans le reste du monde.**

Il faut non seulement demander aux pays d'Amérique latine de renoncer officiellement à la possession des armes nucléaires et d'accepter une vérification indépendante du respect de cet engagement, mais aussi, simultanément et en vertu des dispositions du Traité de Tlatelolco, exiger la vérification des obligations assumées par les puissances nucléaires en vertu des Protocoles I et II de ce traité.

Ceci permettrait d'établir que ce type d'armes n'existe nulle part sur le territoire de l'Amérique latine et des Caraïbes, et nous permettrait donc d'affirmer avec confiance que la région est véritablement libre d'armes nucléaires.

Monsieur le Ministre,

Par principe, Cuba s'est toujours élevée contre toutes les armes de destruction massive. De même, nous estimons qu'aucun pays ne devrait avoir le monopole de telles armes, en l'occurrence des armes nucléaires, car un tel monopole donne un statut privilégié contraire au principe de l'égalité souveraine des Etats.

Nous sommes favorables à la disparition totale des armes nucléaires, seule façon de garantir une paix durable et la sécurité de tous sans exception. Ceux qui doivent commencer par s'en tenir à ce principe sont les puissances dites nucléaires. Par conséquent, Cuba continue de rejeter le privilège détenu par les Etats qui possèdent des armes nucléaires, et qui, tout en préservant leur statut, exigent de la communauté internationale qu'elle renonce à cette option, pour négative qu'elle soit. En outre, il est incohérent que ces puissances entreprennent de modestes réductions de leurs arsenaux quand ce qui leur reste serait plus que suffisant pour détruire la planète plusieurs fois.

C'est pour des raisons strictement morales que Cuba, n'ayant ni le potentiel, ni les ressources, ni la technologie nécessaires pour fabriquer de telles armes, n'a pas signé plus tôt le Traité de Tlatelolco. Le faire, estimions-nous, aurait constitué un renoncement unilatéral, et nous ne recevions en retour qu'hostilité, pressions et menaces d'agression de la part des Etats-Unis. Par ailleurs, nous tenions aussi compte du fait que tous les pays de la région n'avaient pas signé le Traité.

Néanmoins, la situation régionale a changé considérablement ces derniers temps pour Cuba. Nous rejoignons ce à quoi nous n'avons jamais cessé d'appartenir, la communauté latino-américaine et caraïbe, avec laquelle nous avons tissé et renforcé des relations qui, quoique insuffisantes, confirment le désir d'intégration que notre pays a toujours nourri dès l'apparition de la nation cubaine et l'idéologie de nos guerres d'indépendance.

Isolée initialement par les impérialistes, à la notable exception du Mexique, Cuba entretient des relations, qu'elle intensifie, avec pratiquement l'ensemble du continent, où s'affirme chaque jour davantage le rejet du blocus exercé par les Etats-Unis contre Cuba.

L'intégration de nos peuples non seulement est possible aujourd'hui, mais aussi est nécessaire, car elle est le seul moyen de réaffirmer et de défendre l'indépendance économique et politique de l'Amérique latine.

Ces dernières considérations expliquent notre décision de signer aujourd'hui le Traité de Tlatelolco, même si les raisons pour lesquelles Cuba s'était abstenue jusqu'à présent de prendre une mesure aussi importante persistent et même, dans certains cas, s'aggravent.

Permettez-moi de répéter que cette décision vient compléter notre modeste contribution à l'unité, à la solidarité et à l'intégration des peuples de cette grande patrie qui va du Rio Bravo à la Patagonie et que, avec sa vision de l'avenir, José Martí a définie comme "notre Amérique".

Je vous remercie.